

TRAITE DES ENFANTS — ACTION

La traite des enfants implique le transport des enfants d'un endroit vers un autre dans un but d'exploitation, ce qui signifie souvent le franchissement des frontières à l'intérieur d'un pays, ou entre les pays. Donc, la coordination des divers agents d'application de la loi est essentielle pour combattre cette industrie.

Les Nations Unies ont développé des conventions et des protocoles pour accroître cette coopération et d'autres organisations, comme le *South Asian Association of Regional Cooperation*, ont créé des conventions sur la traite, qui répond mieux aux besoins spécifiques de leur région. Trente-sept pays européens ont maintenant des institutions engagés à élaborer des politiques pour lutter contre la traite des personnes.

Approches canadiennes

Le *Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes* a été lancé le 6 juin 2012 à la suite des fortes pressions du député conservateur Joy Smith. Le gouvernement investit 25 millions de dollars sur une période de quatre ans pour créer un groupe de travail sur la traite des personnes et pour aborder les questions liées aux quatre piliers associés aux problèmes de traite des personnes.

1. Prévention de la traite des personnes
2. Protection des victimes
3. Poursuite des trafiquants
4. Travail en partenariats, tant au pays qu'à l'étranger

Diverses agences se sont impliquées et engagées à lutter contre la traite des personnes au Canada. La liste continuera de s'allonger avec une compréhension accrue de la traite des enfants et des meilleures façons de l'éradiquer.

- La Gendarmerie Royale du Canada a établi le *Centre national de coordination contre la traite de personnes* à la direction générale à Ottawa et elle est responsable de la sensibilisation, la facilitation des enquêtes et la coordination des initiatives internationales.
- L'agence des services frontaliers du Canada est chargée de fournir de l'information aux étrangers, lorsqu'ils arrivent au Canada.
- L'*Assembly of Manitoba Chiefs* s'est engagé à sensibiliser les communautés des Premières Nations de sa province.
- Les agents d'immigration ont maintenant la capacité de délivrer un permis de séjour temporaire à court terme aux victimes étrangères. Il est à espérer que ces permis inciteront les victimes à demander de l'aide.

En tant que partie du Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes, l'Agence canadienne de développement international a porté presque toute son attention sur la protection des enfants, aux pays et dans les pays en développement, par le biais de leur Stratégie sur les enfants et les jeunes. Dans le rapport

annuel 2012-2013, on souligne qu'en Colombie, l'ACDI a identifié 466 enfants, victimes d'exploitation sexuelle et de travail des enfants. La moitié des enfants identifiés comme victimes d'agression sexuelle ont été référés à des refuges et centres de développement; 90 familles ont bénéficié de programmes de formation pour les protéger contre l'exploitation sexuelle à des fins commerciales. Au Costa Rica, L'ACDI a appuyé la cartographie des lieux présentant de hauts risques de tourisme pédosexuel, en produisant des profils de délinquants potentiels et en collaborant avec les organismes d'application de la loi pour garantir que les Canadiens qui commettent des crimes sexuels à l'étranger soient poursuivis en justice. L'ACDI a également appuyé des programmes éducatifs en Chine, pour sensibiliser les femmes et les enfants à la traite des personnes, en fournissant de la formation à une centaine d'enfants et 114 refuges pour femmes à travers le pays. La Campagne « Je ne suis pas à vendre », lancée en 2012, a fourni des trousseaux d'outils aux écoles, aux agents de police communautaire et aux coordonnateurs de la sensibilisation à la traite de personnes de la GRC pour accroître la sensibilisation et la compréhension de la traite des personnes, auprès des étudiants canadiens.

Sources

- Sécurité publique Canada, *Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes* (2012, en ligne) http://publications.gc.ca/collections/collection_2012/sp-ps/PS4-175-2012-fra.pdf
- Sécurité publique Canada, *Plan d'action national de lutte contre la traite de personnes Rapport annuel sur le progrès 2012-2013*, en ligne : <http://www.publicsafety.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2013-ntnl-ctn-pln-cmbt-hmn/2013-ntnl-ctn-pln-cmbt-hmn-fra.pdf>
- GRC, *Centre national de coordination contre la traite de personnes*, 2010, en ligne : <http://www.rcmp-grc.gc.ca/ht-tp/index-fra.htm>
- UNICEF Child Trafficking in Europe, online: <www.unicef-irc.org/publications/pdf/ct_in_europe_full.pdf>.
- UNICEF Trafficking for Sexual Exploitation and Other Exploitative Purposes, online: <www.unicef-irc.org/publications/pdf/trafficking_exploitation2011.pdf>.